

Synthèse du Séminaire organisé par l'AABCT le 14 Novembre 2018 et animé par le professeur universitaire Monsieur Moez Labidi

Selon Mr Moez Labidi, le glissement continu du Dinar est une résultante inéluctable de la dégradation des fondamentaux économiques du pays. Le déficit courant qui traduit le besoin réel du pays en devises ne fait que s'accroître d'une manière vertigineuse depuis 2011, laissant la BCT devant un dilemme: doit-elle soutenir le dinar sur le marché de change ou sauvegarder les réserves de change afin de pouvoir faire face aux paiements de la dette et des importations de première nécessité telles que l'énergie et les céréales ?

Dans son intervention Mr Labidi a mis l'accent sur les causes de la baisse du niveau des avoirs en devises et, partant, de la couverture en nombre de jours des importations ainsi que de la dépréciation du dinar par rapport à l'Euro et au Dollar. Ces causes se résument notamment dans ce qui suit:

- les circuits de distribution anarchiques et qui échappent à tout contrôle,
- le déficit budgétaire croissant dû à l'augmentation de la masse salariale, mais aussi à l'évasion fiscale devenue incontrôlable avec le développement d'une économie parallèle,
- l'évolution des prix des matières premières à l'international et notamment celui du baril du pétrole,
- le manque de courage voir même la main tremblante des décideurs pour défendre les intérêts du pays, conjugués aux perturbations sociales, grèves et pressions syndicales,*l'instabilité règlementaire,
- le blocage de certaines réformes, soit au niveau de l'ARP, soit par la pression du milieu d'affaires,
- les problèmes de sécurité qu'a connu le pays qui ont impacté le tourisme et les IDE.

Face à cette situation Mr Labidi a préconisé l'adoption d'une politique monétaire efficace.

A cet effet, il s'est demandé si on pouvait opter pour un taux de change fixe, ce qui est théoriquement faisable si on est capable de gérer les conséquences collatérales. Cette option nécessite de ramener le taux d'inflation à celui des pays concurrents, maîtriser le déficit budgétaire et celui de la balance des paiements et éviter le tarissement des réserves de change, ce qui est difficilement réalisable pour la Tunisie.

Il s'est aussi demandé sur les causes du défaut d'impact positif de la dépréciation du dinar sur le solde de la balance commerciale, alors qu'elle devait induire une plus grande compétitivité des produits tunisiens à l'export et un renchérissement des produits importés. C'est que, en fait, la dépréciation est en terme nominal et n'est pas en terme réel et ce, outre la spéculation qui sévit dans le pays.

A la question si l'amnistie de change peut augmenter les réserves de change, le conférencier a répondu qu'en théorie c'est possible, mais historiquement l'amnistie n'a pas connu le franc succès d'autant plus que la situation actuelle du pays en termes de stabilité politique et de visibilité ne s'y apprête.

Est-ce-que les restrictions à l'importation peuvent solutionner le problème ?

L'impact n'est vraiment pas sensible puisque la liste établie par la BCT a été réduite à plusieurs reprises sous la pression de lobbys et l'existence du circuit informel qui a biaisé l'opération.

En conclusion, des efforts restent à fournir par le Gouvernement afin de veiller à appliquer la loi contre les réfractaires et les anarchiques, à améliorer le recouvrement des impôts et taxes et à adapter la réglementation aux nouvelles données. Le taux de change est fonction de l'offre et de la demande sur le marché de change et le niveau des réserves en devises détenues par la BCT ne permet pas, dans les conditions actuelles, de le soutenir continuellement.